

2 Politique

Présidentielle 2016/Désignation du candidat unique de l'opposition
Du rififi au Front !Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Deux communiqués contradictoires du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA), sont venus jeter le trouble chez les partisans de ce camp au sujet de la tenue de la primaire pour la présidentielle de 2016. Alors que le premier document signé du secrétaire exécutif, Fulbert Mayombo Mbendjangoye, annonçait le déroulé de ladite désignation, le second, lui, dénie toute légalité au précédent, et a pour auteur, le président en exercice de ce regroupement, Pierre-André Kombila. Une situation ubuesque qui laisse déjà présager du désordre à venir dans ce camp.

DEUX communiqués, et voilà la division, que beaucoup annonçaient déjà, s'exposer au grand jour, au sein du Front de l'opposition pour l'alternance. C'est celui lâché hier chez un de nos confrères, qui, a confirmé tout le mal que certains, dans l'opposition, pensent. Contredisant ainsi le premier document édité la semaine dernière, dans nos



Photo : Ollomo

Le président en exercice du Front, Pierre André Kombila

colonnes. « Le président en exercice du Front, le Pr Pierre André Kombila, informe l'opinion que le chronogramme de l'élection du candidat unique du Front, publié par communiqué numéro 31215, dans l'Union et signé du secrétaire exécutif, M Fulbert Mayombo Mbendjangoye, est un faux. Il prouve manifestement une volonté de certains membres d'opérer un passage en force », indiqué le communiqué. Tout comme, il a précisé: « Ce programme n'ayant jamais été adopté par la conférence des présidents du Front, tel que le prévoient les textes et le règlement intérieur, il est

par conséquent, nul et de nul effet. Il en est de même du pseudo retrait de dossier de candidature effectué en catimini par un des membres du Front ».

De tout cela, il ressort que la nuit des longs couteaux a commencé parmi les « amis du Front ». Et le propos du professeur cardiologue est plutôt clair comme de l'eau de roche sur les intentions de certains de ses pairs. Le regroupement des acteurs et partis politiques de l'opposition est victime de la guerre de leadership de ses membres qui ont décidé de s'étriper sur la place publique. Lesquels, à en croire le prési-



Photo : M.A.M

Les jours du FOPA sont-ils comptés?

dent du Rassemblement national des Bûcherons (RNB) orchestrent ce qu'il considère comme « un passage en force ».

Une déclaration, sur fond d'attaque, qui désigne sans le citer l'un des fondateurs dudit Front: Jean Ping. A ce jour, le natif d'Omboué, dans l'Ogooué-Maritime, aurait été le seul à avoir retiré un dossier de candidature en vue de cette primaire. Une initiative de l'ancien ministre des Affaires étrangères du défunt Omar Bongo qui jette un peu plus le voile sur l'ambition créer l'adhésion autour de sa candidature parmi les siens. Les querelles intes-

tes ne pouvaient demeurer plus longtemps en jachère. On assiste la naissance de deux camps au sein d'une structure dont l'ambition, fédérer l'opposition, semble avoir volé en éclats. Désormais, c'est l'affrontement entre les anti et les pro Ping qui dicte sa loi.

Si jusqu'à présent, l'illusion d'une unité a été vendue, aux seuls borgnes qui ont voulu y croire, la vérité était tout autre. « Chacun roule pour sa propre cause, et sa propre ambition », va déclarer un fin connaisseur des tribulations de ces opposants de fraîche date. A bien y voir, et sans forcément être un devin, le

consensus autour d'une candidature unique de l'opposition lors de la présidentielle de 2016 conforte son élan chimérique. Ce ne sont donc pas ces nouvelles divergences, venant se greffer à d'autres, qui feront mentir les plus sceptiques.

Aujourd'hui, de nombreux Gabonais ont hâte d'assister au processus de désignation de cette « précieuse candidature ». Ils sont surtout curieux de savoir à quel saucisson vont être mangés certains. Un épilogue qui est presque connu de tous, sans que l'on ne sache toujours quel va être son déroulé.

Réaction au discours du Chef de l'Etat
L'opposition marque ses réservesSM
Libreville/Gabon

Suite au discours à la Nation du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, le soir du 31 décembre dernier, les réactions de la classe politique gabonaise continuent de fuser.

AUTANT dans le camp de la majorité que celui de l'opposition, le message du

président de la République continue d'être apprécié. Du côté de la majorité, tous les superlatifs sont utilisés pour qualifier ce discours, à l'instar de la réaction du secrétaire général adjoint du Parti démocratique gabonais (PDG), Madame Annie Christel Limbourg Iwenga, dans notre parution d'hier. Dans laquelle, la coordonnatrice de l'Union des femmes du PDG (UFPDG) salue le propos du Président Ali Bongo

Ondimba pour son engagement et sa détermination à promouvoir la femme. Tandis que du côté de l'opposition, on reste très critique.

Selon le président en exercice du Front, Pierre André Kombila Koumbe, le président de la République aurait pu faire mieux en allant au fond des problèmes. « Il y aurait à dire sur la grosse crise économique qui sévit déjà à Port-Gentil et dont les

conséquences sont perceptibles dans le dysfonctionnement des services administratifs, la détérioration des voiries de Libreville qui n'épargne aucune rue de la capitale hormis le Bord de mer. À tout cela, écarter d'un revers de main la proposition de dialogue relève d'une inconscience suicidaire ». A martelé le président du Front.

Pour sa part, le président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Ma-

ganga Moussavou est resté fidèle à lui-même, tout en fustigeant le lieu de dialogue choisi par le Chef de l'Etat.

Interrogé sur la question, le membre de la majorité républicaine, Paul Mba Abessolo a préféré s'abstenir, « pour le moment ».

Le président du parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou.



Photo : SM

Miroir du Gouvernement

La dernière ligne droite

« BEAUCOUP reste à faire ». Sans faire dans un exercice d'autosatisfaction qui friserait la politique politicienne, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a fait, alors du traditionnel discours de l'an, un constat froid et lucide la situation du pays. Une pression supplémentaire sur son gouvernement et sur lui-même, par rapport au septennat finissant ne fait l'ombre d'aucun doute. Non pas que le tableau soit totalement sombre, des réalisations parlent d'elles-mêmes. Des réformes dont l'application ne souffre d'aucune contestation, et des infrastructures sont là pour en témoigner. Le nouveau système de rémunération, des agents publics de l'Etat, l'amélioration des prestations sociales, le bitumage de plus de 3000 kilomètres, le pont de Mayumba, l'usine d'Awala, le Complexe métallurgique de Moanda,

plusieurs unités de transformation du bois et autres sont autant d'œuvres parlantes.

Face aux nombreuses attentes, aux exigences colossales qui exigent vitesse et efficacité, le constat ne peut être que celui dressé par le numéro un gabonais. Parce qu'il ne faut surtout pas que ceux en charge de l'exécution du projet de développement du pays dormir sur leurs lauriers. Nombreux ont d'ailleurs été débarqués pour ces entre-faits. « Le gouvernement face à ses responsabilités ». Auraient pu ainsi titrer dans leurs analyses du discours de fin d'année du président de la République certains observateurs avertis. Même si c'est un secret de polichinelle, les tares et défaillances ne sont pas de moindre. La responsabilité de l'équipe Ona Ondo est donc grande au point qu'elle devrait se mettre

au travail pour recadrer les choses. La nécessité d'essayer de rattraper les retards s'impose à tous. Nous n'avons cessé de le rappeler dans ces colonnes.

Ali Bongo n'est pas allé par quatre chemins pour dire ce qui ne va pas. S'il est un secteur qui n'a pas répondu à la commande populaire, c'est bien le logement. Une politique, à première vue, avantageuse avait pourtant mise en place. Six ans plus tard, c'est vrai que des maisons sont sorties de terre, mais pas en quantité suffisante pour honorer l'engagement de 5000 logements par an, et surtout de faire mentir les détracteurs et autres opposants du régime. Il va falloir rattraper le coup. Car, « je vis comme une injustice insupportable, le fait que nombre de nos compatriotes éprouvent encore des difficultés à se loger décemment » (dixit

le chef de l'Etat). Avant de demander au gouvernement de « procéder dans les meilleurs délais, comme il s'y est engagé, à la livraison des logements de Libreville et de l'intérieur du pays ».

Au-delà du nombre insuffisant, personne ne comprend pourquoi celles qui ont été construites ne sont toujours pas distribuées. De l'avis de certains connaisseurs du dossier, cela n'est du qu'à la survivance des magouilles à l'ancienne. Lesquelles consistent à ne donner lesdites maisons qu'aux parents, amis et connaissances sans tenir compte du plus grand nombre. Exit donc la commission inter-ministérielle qui devait être en charge de la question.

Comme tout le monde peut l'avoir compris, hormis Daniel Ona Ondo, le chef du gouvernement, les injonctions du président de la Répu-

blique sont entre autres adressées au ministre du Logement, Désiré Guedon. L'urgence est de sortir des sentiers battus d'une distribution qui a longtemps concerné, une fois de plus, que les plus nantis. Les mêmes qui ont déjà des villas entières avaient décidé, avec les réflexes tant décriés, de s'accaparer de ces quelques logis destinés à ceux qui n'en ont pas. L'injustice à réparer ne devrait souffrir d'aucun a priori. Les choses sont telles que la dimension sociale de leur répartition a l'obligation d'être garantie. Comme sa volonté n'est certainement pas de saborder cette initiative, chère au chef de l'Etat, il faut croire que tout devrait rentrer dans l'ordre incessamment. ADans l'optique d'ôter une partie de l'épine sous le pied du gouvernement, au moment où celui-ci attaque sa dernière ligne droite.